

# La Gazette des Comores

*Paraît tous  
les jours sauf  
les week-end*

**Quotidien Indépendant d'Informations Générales**

18<sup>ème</sup> année - N° 3135 - Vendredi 13 Avril 2018 - Prix : 200 Fc

## CRISE SOCIALE À MAYOTTE

# Forte mobilisation à Moroni contre les expulsions et pour le retour de Mayotte



Marche à Moroni pour Mayotte comorienne

**Prières aux heures officielles  
Du 11 au 16 Avril 2018**

Lever du soleil:  
06h 12mn

Coucher du soleil:  
18h 05mn

Fadjr : 04h 59mn  
Dhouhr : 12h 12mn  
Ansr : 15h 20mn  
Maghrib: 18h 08mn  
Incha: 19h 22mn



**CENTRE DE FORMATION PROFESSIONNELLE**

## Un bilan annuel mitigé

LIRE PAGE 3

Visitez le site de la Gazette  
[www.lagazettedescomores.com](http://www.lagazettedescomores.com)

MÉDIAS

# Massiwa, le nouveau né de la presse écrite

*Un nouveau journal a vu le jour aux Comores. Massiwa, un quotidien, espère traiter l'ensemble des sujets et rejette toute idée de censure. Massiwa, le nouveau-né de la presse nationale écrite, ambitionne de devenir le numéro 1 de l'information par la qualité des articles, l'audace dans l'approche et le traitement des dossiers et l'innovation.*

Composé d'une équipe de 5 journalistes pour un début, ce nouveau quotidien veut conquérir le lectorat national. « Massiwa doit raconter une information sourcée, expliquer des informations vérifiées, faire de l'investigation, commenter les faits et créer de l'interactivité avec le lecteur, avance Toufé Maecha, le rédacteur en chef de Mas-

siwa. Il ne suffit pas de raconter des faits. Il est question aussi de les contextualiser et de les expliciter. La mission principale étant de se mettre au service du lecteur, en lui fournissant les clés de la compréhension de son environnement ».

Massiwa se veut être un quotidien national, généraliste et indépendant. L'équipe espère traiter des rubriques englobant tous les domaines et qui seront présentées sous des formes diverses. Présent dans les 4 îles de l'archipel des Comores, Massiwa accorde une attention particulière aux Comoriens de l'extérieur surtout ceux de France, avec une rubrique qui leur est dédiée et des journalistes bien installés au sein de la communauté.

« Massiwa se veut indépendant. La rédaction, très motivée, s'assure de



l'indépendance des journalistes et collaborateurs. Il doit évoluer sans l'influence des politiques, encore moins des annonceurs et des actionnaires », précise-t-il, avant d'ajouter que « le journal accepte la diversité d'opinion et refuse toute idée de censure. Hormis

toute publication contrevenant à la loi ». Massiwa vise les 700 exemplaires dans un premier temps. Le premier numéro devrait paraître le lundi 16 avril.

Mohamed Youssouf

ENERGIE / MA-MWE

## Un groupe électrogène de 2 mégawatts attendu incessamment

Un groupe électrogène de 2 mégawatts est attendu à Moroni incessamment. L'idée est d'en venir à bout des délestages qui se font fréquents dans la capitale, à 2 mois du ramadan. « Je vous le confirme, un groupe électrogène d'une puissance de deux mégawatts se trouve en ce moment au port de Moroni ».

La nouvelle, qui circulait depuis peu, nous a été confirmée par une source sûre au sein de la Ma-mwe. D'après le technicien, le moteur sera installé à la Centrale d'Itsambuni. Un groupe, qui viendra augmenter la capacité de production de mégawatts, sachant que trois groupes électrogènes son à l'arrêt pour maintenance, selon des agents de la société.

Depuis peu, la fourniture de l'électricité est sensiblement réduite dans la capitale, ainsi que dans les périphéries. Le département de communication de la Ma-mwe, dans un communiqué publié le mardi 27 mars, explique que certains transformateurs n'avaient pas supporté la charge au moment des

heures de pointe « du fait de l'augmentation de la clientèle et de la demande de charge, d'une part et d'autre part, compte tenu de la vétusté de certains ouvrages du réseau électrique ».

Une note du service de distribution fait état d'un programme de délestages à cause de « l'insuffisance de puissance dépendant de la centrale de Voidjou ». Interrogé toujours à ce sujet, le département communication de la Ma-mwe a déclaré que sur les neuf groupes électrogènes installés à Voidjou il y a treize mois, un seul est en panne et un autre est sur le point d'être révisé. Pour lui, cela fait suite à une réunion relative à « l'insuffisance de puissance dépendant de la centrale de Voidjou » que le département a informé le programme de délestage au niveau du départ n°3, la région du sud de Ngazidja, et du départ n°2, celui du nord. Dans cette note, les délestages au nord et au sud sont prévus entre 18h et 22h 30.

Ibnou M. Abdou



**Pharmacie de garde**  
Pharmacie Oisis petit coulée: 763 45 97

## CRISE SOCIALE À MAYOTTE

# Forte mobilisation à Moroni contre les expulsions et pour le retour de Mayotte

*Plusieurs centaines de personnes ont battu le pavé hier matin dans la capitale Moroni, répondant à l'appel du Comité Maoré d'une marche pacifique contre le climat de terreur à Mayotte, les expulsions et le délogement dont sont victimes surtout les comoriens des autres îles.*

Il y avait plusieurs centaines de personnes à répondre dans la matinée d'hier jeudi à l'appel du Comité Maoré contre le climat de terreur qui règne dans l'île comorienne de Mayotte et dont les comoriens des autres îles sont les principales victimes. La particularité de cette marche pacifique, c'est la mobilisation des jeunes lycéens et étudiants qui ont déployé en

première ligne, pancartes et banderoles, scandant « libérez Mayotte, non au refoulement ou Mayotte est comorienne ».

Encadrée par un imposant dispositif policier, la marche est partie du palais du peuple, traversant l'ambassade de France pour finir à la Place de l'indépendance où quelques personnalités politiques et certains élus vont haranguer la foule. « La lutte pour que mon pays recouvre sa souveraineté n'attend personne que nous. La France ne peut pas prétendre être un ami des Comores en occupant une partie de notre territoire en violation des lois internationales », a déclaré Ali Mbae, étudiant à l'Université des Comores, remerciant au passage le ministre comorien des affaires étrangères pour la manière

dont il gère pour l'heure la question de Mayotte.

« A Mayotte la délinquance n'épargne personne, pourquoi la rejeter aux seuls comoriens », s'interroge l'écrivain Nabhane Mohamed du Collectif de soutien aux délogés de Mayotte. Ce militant associatif rejette la violence à des milices patronnées par des collectifs mahorais encouragés, dit-il, par la France. « Il n'y a pas quatre chemins, Mayotte reviendra dans son giron naturel », est-il convaincu, appelant à répondre à la violence par l'amour.

« L'initiative de cette marche pacifique est patriotique et mérite d'être encouragée. Parce qu'il y a des causes qui doivent nous fédérer tous. Et Mayotte est un dénominateur commun

pour tous les comoriens », soutient le député Tocha Djohar présent du début à la fin de la marche. L'élu d'Istandra Sud regrette par contre l'absence remarquée des partis politiques de la mouvance présidentielle et la faible mobilisation des ceux de l'opposition. « Heureusement que la jeunesse s'est mobilisée pour la première fois », s'est-il réjoui.

Même satisfaction pour Idrisse Mohamed membre fondateur du Comité Maoré pour qui la présence massive de la jeunesse dans la marche pacifique est un gage de réussite qui prouve que le relèvement est assuré sur cette question.

**Maoulida Mbaé**

## CENTRE DE FORMATION PROFESSIONNELLE

## Un bilan annuel mitigé

*Le Centre de formation technique, qui existe depuis 4 ans, s'accroche malgré le peu de ressources dont il dispose. Dans un point de presse tenu hier peu avant la cérémonie de remise d'attestations à la 4e promotion, le directeur général a sollicité l'aide du gouvernement, notamment en faveur des enfants comoriens qui n'ont pas la possibilité de poursuivre leurs études supérieures.*

En 2014, le Qatar ouvre et finance le CFOTEC, un centre de formation professionnelle sis à M'kazi. Depuis le départ des Qataris, le centre peine à fonctionner correctement faute de financement. « Avec le personnel, nous avons décidé de reprendre les cours, sans le moindre espoir de percevoir des salaires », explique le directeur général du centre qui a accueilli cette année, 90 étudiants. Mkandzilé Mohamed Assaf a fait le choix de mettre en place un système traditionnel où l'administration

est au sein du centre.

Avec l'appui de la Banque Mondiale, le Centre a pu bénéficier, à travers le Projet RCIP-4, d'un don de dix ordinateurs, un projecteur et un kit Internet TELMA. « Avec l'Internet qu'on nous charge gratuitement, nous avons pu télécharger des documents pour chaque département. Cela permet également aux étudiants de dé-

couvrir d'autres méthodes de travail, issus des différents pays », confie le directeur général qui se veut optimiste malgré l'état des finances du Centre.

Les espoirs pour les formateurs de toucher leur salaire s'éloignent avec le temps. De plus, situé au sud de la capitale, dans les hauteurs de la ville de M'kazi, le CFOTEC est mal desservi, ce qui ne motive pas les formateurs à

s'y rendre. L'absence des autorités et des bailleurs de fonds enfin finit de décourager le personnel qui confie se sentir délaissé. « Il nous arrive de penser qu'il faut fermer le centre et chercher d'autres emplois ailleurs... », regrette Mkandzilé Mohamed Assaf.

Dans cette situation, plusieurs options sont envisagées par l'établissement: augmenter le droit d'inscription à 7500 (uniforme, fournitures et carte scolaire inclus), mais aussi les frais de formation à 10 000 KMF/mois. Le cas échéant, « nous proposons que l'Etat prenne en charge la totalité du centre », explique le directeur qui suggère également qu'il y ait des affectations des fonctionnaires de l'Etat pour former ces élèves. Enfin, M. Assaf propose que la Ma-mwé occupe le centre car « la société dispose de techniciens qui peuvent assurer la formation en électricité, mécanique, informatique bureautique et maintenance et la plomberie ».



Les étudiants formés au CFPT de Mkazi financé par le Qatar

**Ibnou M. Abdou**

## LES COMORES FACE AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES

### Il faut agir !

*Le Programme Alliance Mondiale Contre le Changement climatique (AMCC-Comores), financé par l'Union Européenne, forme 130 décideurs politiques et acteurs de la société civile afin de mieux planifier, concevoir et mettre en œuvre des programmes de développement nationaux et locaux adaptés et résilients au changement climatique*

Depuis 2017, le programme AMCC-Comores a entrepris des travaux de cartographie et de mesure d'impact éducatifs sur l'effet réel et dévastateur du Changement climatique sur l'économie nationale. Ces cartes et analyses font apparaître des impacts réels ou possibles en termes de côtes érodées, perte de superficie agricoles ou habitable, risques d'inondation ou submersion marine sur les infrastructures routières ou sociales, telles que les

écoles, des marchés ou centres de santé.

Afin d'atteindre les objectifs qu'ils se sont fixés, il est donc désormais nécessaire pour les décideurs d'anticiper et d'adapter leurs pratiques de planification et mise en œuvre pour intégrer à tous les niveaux le changement climatique. Comment ces formations aident à mieux anticiper et apprivoiser le changement climatique ?

Dans cette perspective, l'AMCC-Comores lance en avril 2018 un vaste programme de formation dont l'objectif est de renforcer les capacités des acteurs clés afin que l'intégration du changement climatique dans les stratégies gouvernementales et les processus nationaux de planification, de coordination et de suivi des actions de développement devienne réelle et ne soit pas un « vain mot ».

Ces formations sont axées sur le partage des connaissances actualisées sur l'impact du changement climatique aux

Comores, ainsi que sur l'acquisition de méthodologies de travail qui permettront aux bénéficiaires de mieux cerner la réalité de la vulnérabilité de leurs domaines ou secteurs respectifs aux aléas climatiques.

A l'issue de ces formations, les acteurs identifiés connaîtront les paramètres clés de la vulnérabilité au changement climatique des principaux secteurs clés de l'économie de l'Union des Comores (agriculture, pêche, habitat, transport, eau, biodiversité, etc.). Ils seront capables de prévoir et concevoir les actions d'adaptation et d'atténuation à intégrer dans les stratégies nationales, sectorielles ou locales et d'identifier ou élaborer des projets plus pertinents à mettre en œuvre à l'échelle nationale ou locale.

Qui bénéficie de ces formations et quand ? Selon Mohamed ALI MLAZAHAHE Directeur National du pro-

gramme AMCC-Comores, ces formations sont destinées à près de 130 cadres des institutions nationales et décentralisées, responsables de processus de planification, de politique sectorielle, communale et de conception ainsi que de mise en œuvre des projets de développement. Elles s'adressent également aux responsables des grandes ONG nationales et Centres Ruraux de Développement Economiques (CRDE).

La première session de formation en Grande-Comore s'est ainsi déroulée du 09 au 12 avril 2018 pour les Communes et les ONG et est prévue du 16 au 19 avril, pour les cadres institutionnels du gouvernement de l'Union et de l'île. Le processus se poursuivra à Anjouan et Mohéli respectivement les 23-26 avril et du 30 avril au 4 mai 2018. Une deuxième session de 3 jours sera ensuite initiée avec les mêmes acteurs et s'achèvera d'ici juillet 2018.

Pour le responsable de l'AMCC-Comores, il s'agit de former les gens pour agir contre le changement climatique, ici et maintenant !

**Mmagaza**

### UNION DES COMORES

Unité - Solidarité - Développement

Ministère des Finances et du Budget

Programme Régional d'Infrastructures de Communication (RCIP-4)

**Financement : Association Internationale de Développement (IDA)**

**Financement : Don IDA No H 878-KM**

N°2018/002/RCIP4/AON/Travaux

**Avis d'Appel d'Offres National**

1. Le Gouvernement de l'Union des Comores a reçu un Don auprès de l'Association Internationale de Développement (IDA) en vue de financer le coût du Programme Régional d'Infrastructures de Communications (RCIP-4) et a l'intention d'utiliser une partie du montant de ce Don pour effectuer les paiements au titre ce marché : « "Travaux de construction d'un immeuble pour un station d'atterrissage du câble FLY-LION 3 et des bureaux, à Moroni » »

2. Le Programme Régional d'Infrastructures de Communication (RCIP-4) invite par la présent Appel d'Offres national, qui est constitué d'un seul lot, **les soumissionnaires éligibles à présenter, sous pli fermé, leurs offres en deux options conformément au dossier d'appel d'offre pour les Travaux de construction d'un immeuble pour une station d'atterrissage du câble FLY-LION 3 et des bureaux, à Moroni.**

3. Les soumissionnaires éligibles intéressés peuvent obtenir des informations complémentaires et inspecter le dossier d'appel d'offres au bureau du Projet Régional d'Infrastructures de Communica-

tion (RCIP-4) : BP : 69 88-Moroni Rue Auberge-Palace Cour Constitutionnelle -Coulée, Logement N°ZE 27, Tél (269) 773 99 00, - Moroni-COMORES, adresse mail : rcip.procure@gmail.com

4. Un jeu complet de dossier d'appel d'offres peut être acheté par les soumissionnaires intéressés sur soumission d'une demande écrite à l'adresse indiquée ci-dessus et suite au règlement d'un droit **non-remboursable de « cent mille francs (100 000 KMF) Francs comoriens ou son équivalent dans une monnaie librement convertible ».**

5. Les clauses des instructions aux soumissionnaires et celles du Cahier des clauses administratives générales sont les clauses du Dossier Type d'appel d'offres : Acquisition de Biens, Travaux de la Banque.

6. Les offres doivent être soumises à l'adresse ci-dessus au plus tard à **le 23 Avril 2018 à 10 heures 00 min**, heure locale-Union des Comores et doivent être accompagnées d'une garantie de soumission sous forme de garantie bancaire, ou de chèque de banque libellée au nom de « **PROGRAMME RE-**

**GIONAL D'INFRASTRUCTURES DE COMMUNICATIONS PHASE 4 (RCIP-4) » d'un montant de : Cinq millions (5 000 000 KMF) francs comorien.**

7. Les visites des lieux ne sont pas organisées mais fortement recommandées. Les frais des visites sont exclusivement à la charge du soumissionnaire.

8. Les offres doivent être valides durant une période de quatre vingt dix (90) jours suivant la date limite de dépôt des offres.

9. Les offres seront ouvertes en présence des représentants des soumissionnaires qui désirent être présents et ce **le 23 Avril 2018 à 10 heures 30 min**, Heure Local en Union des Comores dans le bureau du Projet Régional d'Infrastructures de Communication (RCIP-4) : BP : 69 88-Moroni Rue Auberge-Palace Cour Constitutionnelle -Coulée, Logement N°ZE 27, Tél (269) 773 99 00, - Moroni-COMORES, adresse mail : rcip.procure@gmail.com

**Lancé le 23 mars 2018**

# FOOTBALL : CHAMPIONNAT DE L'ÎLE, MATCH DE RETARD (4E JOURNÉE)

## Le club Enfants des Comores s'agenouille à domicile

*Le face-à-face entre Enfants des Comores et Ngaya, dans le cadre d'un match de retard de la 4e journée, s'est déroulé à Vouvouni le mercredi 11 avril 2018. Il n'a pas laissé longtemps le public dans le suspens. Dès la 2e minute, les carottes bouillaient déjà ardemment. La physionomie du jeu tendait irrévocablement à dissiper le doute. Devant son propre public, réputé exigeant mais sage et fair-play, Ngaya s'est incliné (4-1).*

football club de Mde, a défrayé la chronique. Dès le début du jeu, une anxiété psychologique paraissait engourdir la vivacité et la rigueur tactique qui font la force de Vouvouni. Ce handicap a favorisé de formidables positionnements des visiteurs, une tactique qui laisse de multiple choix au porteur du ballon. Le doute est dissipé prématurément. D'où la cascade de buts : Falaf (3e et 70e), Mounir (6e) et Hadji (10e).

### Au retour, ce sera la maturité

Un penalty a permis à Vouvouni de réduire le score (4-1), devant ses propres spectateurs, qui ont donné une leçon de sagesse et de fair-play.

L'homme du match, c'est Falaf. La particularité de cet attaquant flamboyant, il a perturbé le mur défensif adverse. Il a marqué et fait marquer. Son 1e but a annoncé l'agonie et le 4e a sonné le glas. Ngaya avec ses 8 points (2 défaites, 2 nuls et 2 victoires) semblent se ressaisir : « Écoutez, on était en phase de préparation et de fi-

gnolage. Les joueurs, nouveaux et anciens, se cherchaient. L'homogénéisation du groupe se dessine. A la phase retour, ce sera la maturité. L'étape suivante doit se caractériser par la soif de vaincre », rassure l'entraîneur des visiteurs Cylla Mchangama.

**Bm Gondet**

### Calendrier 7e journée, dimanche 15 avril, vers 15h 00

A Foubouni : Étoile du sud # Us Mbeni  
A Nyumamilima : Étoile Polaire # Étoilé des Comores  
A Mitsoudje : Jacm # Ngaya  
A Vouvouni : Enfants des Comores # Élan  
A Iconi : Asceji # Volcan  
A Wela-Mitsamiouli : Aventures # Bonbon Djema

Le stade Tralekuni de Vouvouni a vécu un véritable cauchemar, le mercredi dernier. Le derby de Bambao, qui avait opposé Enfants des Comores de Vouvouni à Ngaya



**UNION DES COMORES**  
**Unité-Solidarité-Développement**



**VICE-PRESIDENCE EN CHARGE DU MINISTÈRE**  
**DE L'AGRICULTURE, DE LA PÊCHE, DE L'ENVIRONNEMENT,**  
**DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE L'URBANISME**

**DIRECTION GÉNÉRALE DES RESSOURCES HALIEUTIQUES**  
**(DGRH)**

**Premier Projet de Gouvernance des Pêches et Croissance Partagée du Sud -Ouest de l'Océan Indien,**  
**(SWIOFish1)- P132123/P132029**

**SELECTION DE CONSULTANTS PAR LES EMPRUNTEURS DE LA BANQUE**  
**SOLLICITATION DE MANIFESTATIONS D'INTERET**

**Appel à candidature pour le recrutement d'un consultant individuel pour l'élaboration et la mise à jour de**  
**Plans de Gestion Locaux (PGL) des ressources halieutiques.**

**Date de relance de l'avis : 11 avril 2018**

1. L'Union des Comores a reçu un don de l'Association Internationale de Développement et du Fond Mondial pour l'Environnement pour financer le coût du Premier projet de Gouvernance des Pêches et Croissance Partagée du Sud-ouest de l'Océan Indien et a l'intention d'utiliser une partie du montant de ce fond pour effectuer les paiements au titre du contrat suivant : Recrutement d'un consultant individuel pour l'élaboration et la mise à jour de Plans de Gestion Locaux (PGL) des ressources halieutiques.

### 2. Description des Tâches :

Sous la supervision directe de la Direction Générale des Ressources Halieutiques, et en collaboration étroite avec l'Unité de Gestion du Projet SWIOFish1, le consultant aura pour tâches entre autres de :

- Présenter les caractéristiques physiques, socio-économiques, institutionnelles et environnementales de chaque village concerné ;
- Identifier les institutions formelles et informelles (par exemple les organisations communautaires, les associations, les ONGs) qui peuvent intervenir dans la préparation et la mise en œuvre des acti-

vités du Projet ;

- Identifier les groupes et/ou les personnes les plus vulnérables (en deçà de la ligne de pauvreté, paysans sans terre, personnes âgées, femmes et enfants) ;
- Classer les pêcheries principales et prioritaires de chaque village (incluant zones de pêches) ;
- Identifier l'origine des pressions et dégradation de chaque pêcherie ;
- Identifier les personnes ou groupes de personnes potentiellement affectées par les mesures de gestion envisagées ;
- Définir des activités alternatives génératrices de revenus selon l'approche participative pour les personnes et/ou groupes de personnes potentiellement affectées ;
- Définir des priorités d'intervention et un plan d'action pour la zone couverte par chaque PGL ;
- Revoir la réglementation nationale ainsi que les mesures locales de gestion des pêcheries et relevant d'autres ressources naturelles et identifier les outils et les contraintes y afférents pour la mise en œuvre du plan de gestion local des ressources côtières ;
- Sur la base des résultats de l'étude

et s'appuyant sur les acquis des PGL élaborés dans le cadre du projet CoReCSuD, élaborer des propositions d'aménagement et de gestion des ressources avec le détail des actions à mettre en œuvre (en particulier sur les aspects juridiques), les entités responsables et le chronogramme de mise en œuvre ;

- Organiser des ateliers de sensibilisation à l'endroit des bénéficiaires pour restituer les résultats de l'étude et les préparer à la mise en œuvre de ses recommandations (le consultant proposera le nombre d'ateliers à réaliser et en justifiera la pertinence) ;

### 3. Durée du travail du consultant :

La durée de la consultation est de 90 jours sur une période de 6 mois. La mission va se dérouler en Union des Comores, sous la supervision de la DGRH et de l'Unité de Gestion du Projet.

### 4. Profil du Consultant :

- Le consultant doit avoir :
- Au moins 10 ans d'expérience en développement communautaire/social dans les zones rurales ;
- Ayant réalisé au moins 5 missions en élaboration des plans de gestion communautaires, ou des plans d'aménagements de

terroirs ;

- Un diplôme universitaire de niveau master en aménagement, développement rural, ou Ingénieur halieute.

La maîtrise de l'outil informatique et du français comme langue de travail sont également requis.

5. Le Consultant (**Consultant Individuel**) sera sélectionné en accord avec les procédures définies dans les **Directives : Sélection et Emploi de Consultants par les Emprunteurs de la Banque Mondiale, Janvier 2011 et révisées en juillet 2014.**

6. Les consultants intéressés peuvent obtenir des informations complémentaires ou demander les termes de références à l'adresse mentionnée ci-dessous du lundi au samedi et aux heures suivantes : du lundi au jeudi : de 8 heures 30 minutes à 14 heures 30 minutes et du vendredi au samedi : de 8 heures 30 minutes à 11 heures 30 minutes (heure locale).

Les manifestations d'intérêt, constituées : i) **d'une lettre de motivation**, ii) **d'un Curriculum Vitae détaillé faisant ressortir les qualifications et l'expérience du Candidat** et iii) **des copies des diplômes, attestations et certificats, etc.**, doivent être déposées à l'adresse mentionnée ci-dessous au plus tard **le mercredi 25 avril 2018 à 10 heures**, heure locale à l'attention de Monsieur le Coordonnateur national et portant la mention : « *Recrutement d'un consultant pour l'élaboration et la mise en Plans de Gestion Locaux (PGL) des ressources halieutiques* »

**Premier Projet de Gouvernance des Pêches et de Croissance Partagée du Sud Ouest de l'Océan Indien (SWIOFish1) – Direction Générale des Ressources Halieutique – Moroni – Hamramba –**

**BP : 41 – E-mail : swiofish.comores@yahoo.fr**  
**- Tél : (269) 763 64 22**

# Les Comores face aux changements climatiques; le temps de l'action !

*Le Programme Alliance Mondiale Contre le Changement climatique (AMCC-Comores), financé par l'Union Européenne, forme 130 décideurs politiques et acteurs de la société civile afin de mieux planifier, concevoir et mettre en œuvre des programmes de développement nationaux et locaux adaptés et résilients au changement climatique.*

## Il est urgent d'agir !

Depuis 2017, le programme AMCC-Comores a entrepris des travaux de cartographie et de mesure d'impact éducatifs sur l'effet réel et dévastateur du Changement climatique sur l'économie nationale. Ces cartes et analyses font apparaître des impacts réels ou possibles en termes de côtes érodées, perte de superficie agricoles ou habitable, risques d'inondation ou submersion marine sur les infrastructures routières ou sociales, telles que les écoles, des marchés ou centres de santé.

Afin d'atteindre les objectifs qu'ils se sont fixés, il est donc désormais nécessaire pour les décideurs d'anticiper et d'adapter leurs pratiques de planification et mise en œuvre pour intégrer à tous les niveaux le changement climatique.

## Comment ces formations peuvent vous aider à mieux anticiper et apprivoiser le changement climatique ?

Dans cette perspective, AMCC-Comores lance en avril 2018 un vaste programme de formation dont l'objectif est de renforcer les capacités des acteurs clés afin que l'intégration du changement climatique dans les stratégies gouvernementales et les processus nationaux de planification, de



Participants à la formation Amcc

coordination et de suivi des actions de développement devienne réelle et ne soit pas un « vain mot ».

Ces formations sont axées sur le partage des connaissances actualisées sur l'impact du changement climatique aux Comores, ainsi que sur l'acquisition de méthodologies de travail qui permettront aux bénéficiaires de mieux cerner la réalité de la vulnérabilité de leurs domaines ou secteurs respectifs aux aléas climatiques.

A l'issue de ces formations, les acteurs identifiés connaîtront les paramètres clés de la vulnérabilité au changement climatique des principaux secteurs clés de l'économie de l'Union des Comores (agriculture, pêche, habitat, transport, eau, biodiversité, etc.). Ils seront capables de prévoir et concevoir les actions d'adaptation et d'atténuation à intégrer dans les stratégies nationales, sectorielles ou locales et d'identifier

ou élaborer des projets plus pertinents à mettre en œuvre à l'échelle nationale ou locale.

## Qui peut bénéficier de ces formations et quand ?

Ces formations sont destinées à près de 130 cadres des institutions nationales et décentralisées, responsables de processus de planification, politique sectorielle, communale et de conception et mise en œuvre de projets de développement.

Elles s'adressent également aux responsables des grandes ONG nationales et Centres Ruraux de Développement Economiques (CRDE).

La première session de formation en Grande-Comore s'est ainsi déroulée du 09 au 12 avril 2018 pour les Communes et les ONG et est prévue du 16 au 19 avril, pour les cadres institutionnels du gouvernement de

l'Union et de l'île.

Le processus se poursuit à Anjouan et Mohéli respectivement les 23-26 avril et du 30 avril au 4 mai 2018.

Une deuxième session de 3 jours sera ensuite initiée avec les mêmes acteurs et s'achèvera d'ici juillet 2018.

## Se former pour agir contre le changement climatique !

Avec AMCC-Comores, Agissons MAINTENANT pour que le changement climatique ne vienne pas contrarier le processus d'émergence des Comores à l'horizon 2030 !

**Mohamed ALI MLAZAHAHE**  
Directeur National du programme  
AMCC-Comores